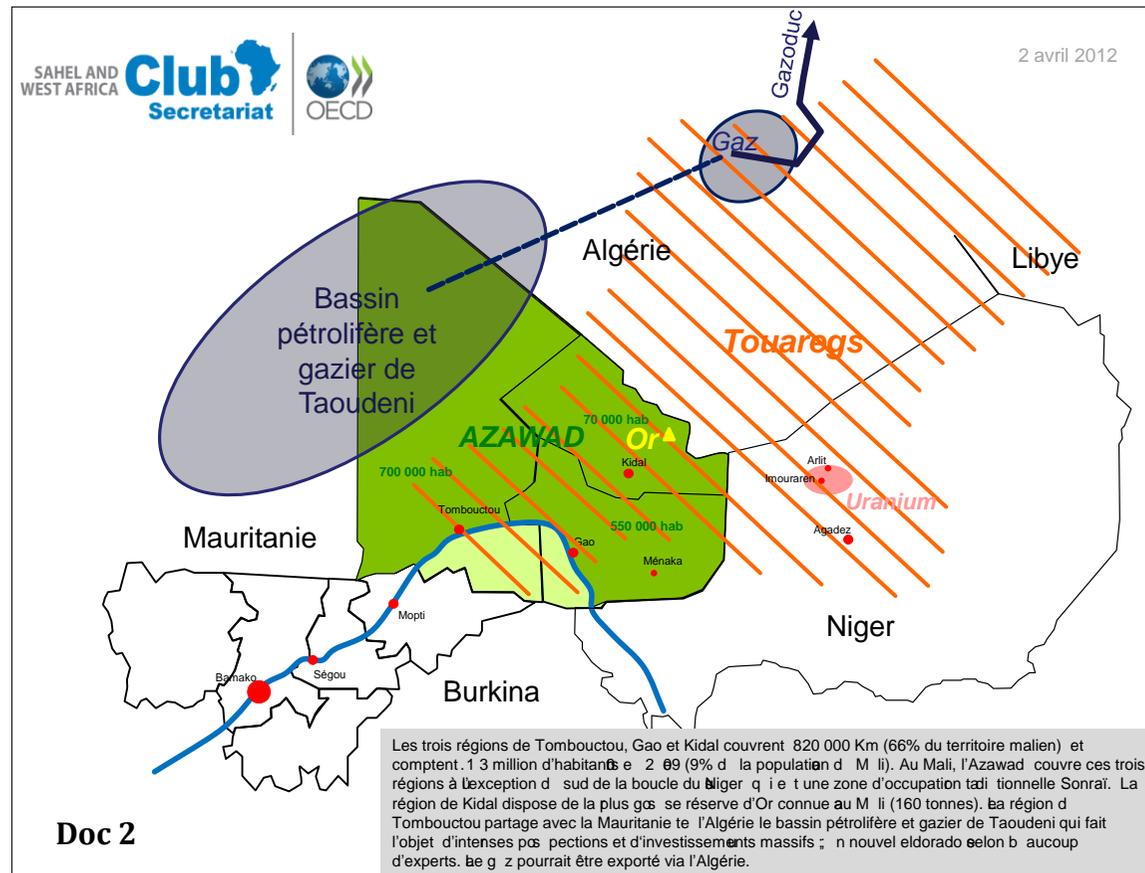


Doc 1

3 Des populations en marge du développement

	Population en 2011 (en millions d'hab.)	IDH en 2011	Rang IDH sur 187 Etats en 2011	Pop. vivant avec moins de 1,25 \$/jour en 2010 (%)	Chômage en 2010 (%)
Maroc	32,3	0,58	130	2,5	9,8
Algérie	36	0,68	96	NC	10
Tunisie	10,6	0,69	94	2,6	14
Libye	6,4	0,76	64	NC	30
Égypte	82,5	0,64	113	2,0	10
Mauritanie	3,5	0,45	159	21,2	30
Mali	15,8	0,35	175	51,4	30
Niger	16,1	0,29	186	43,1	NC
Tchad	11,15	0,32	182	61,9	NC
Soudan	44,6	0,40	169	NC	18,7

Sources : Banque mondiale et PNUD, 2011.



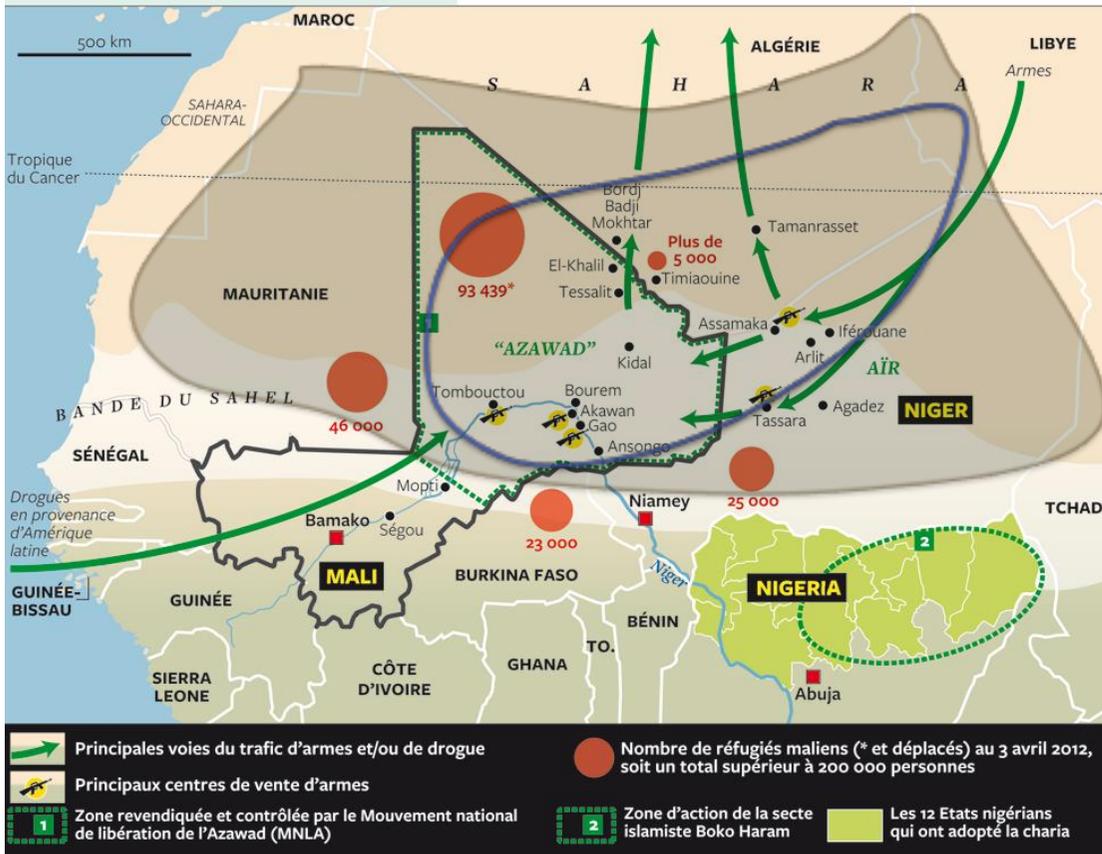
Doc 4

(Les) améliorations, en particulier économiques, sont restées géographiquement concentrées dans la partie méridionale des pays (Mali, Niger) en question. Il est à cela des raisons qui tiennent aux conditions agroclimatiques et qui font que les régions méridionales sont plus aptes au développement et à la modernisation des activités agricoles. Mais cet avantage, en quelque sorte « naturel », a été accru par les politiques des autorités locales et les interventions des acteurs de développement qui se sont pliés, dans l'ensemble, aux dites politiques. Or ces dernières ont largement fait l'impasse sur les régions septentrionales des pays du Sahel, au motif qu'elles étaient peu peuplées, mais également du fait de relations souvent tendues avec le pouvoir central. Ce dont il résulte, d'une part, que le niveau de vie des populations concernées tend à stagner, voire à se dégrader et que, d'autre part, le maillage des services publics (santé, éducation, etc.) y est particulièrement mince.

Un peu dans le même ordre d'idées, on notera qu'au Mali et au Niger les promesses faites dans le cadre des accords de paix ayant mis fin aux précédentes insurrections touarègues, ne se sont que très partiellement concrétisées, y compris dans leurs composantes de développement économique et social.

Jean-Bernard Véron, « Les acteurs de l'aide au développement face à la montée de l'insécurité dans les pays du Sahel », Humanitaire [En ligne], 28 | 2011

L'Afrique sahélienne en ébullition



Doc 6

La situation au Mali met en évidence une réalité méconnue, celles des Touaregs (...). Lors de la colonisation, le territoire de parcours de ces éleveurs nomades a été coupé par des frontières totalement artificielles (...). A l'indépendance, l'ensemble des pays africains, sous l'égide de l'**Organisation de l'Unité Africaine** s'est mis d'accord, dès 1964, pour reconnaître un principe, de caractère dogmatique, l'**intangibilité des frontières issues de la colonisation**, fixées pour l'essentiel à Berlin en 1885. Non parce qu'elles étaient pertinentes, ce qui était rarement le cas, mais parce que toute autre solution aurait entraîné de multiples guerres

Depuis ce principe a été respecté à quelques exceptions relativement marginales : (...) la séparation de l'**Ethiopie** et de l'**Erythrée**, l'annexion par le **Maroc** du **Sahara Espagnol**, et la récente division du **Soudan** entre un Nord à population blanche et musulmane et un Sud à population chrétienne et noire. Même ébréché, le principe demeure fort.

Les Touaregs sont (...), assez largement sédentarisés, en particulier parce que la sécheresse accrue rend de plus en plus difficile de poursuivre le mode de vie traditionnel, que par ailleurs les Etats ne goûtent guère, car il est contradictoire avec une logique de contrôle territorial.

Les Touaregs du Mali, sous l'impulsion du Mouvement national pour la libération de l'Azawad, MNLA, revendiquent de constituer un Etat souverain dans la partie Nord du pays (dont ils sont loin d'être les seuls habitants), qu'ils appellent **Azawad**, avec un drapeau, autour de villes comme **Gao** et **Tombouctou**. Au delà de deux phénomènes déclenchant, et de logique très différentes, le coup d'Etat militaire au Mali, auquel ont procédé des militaires assez inconscients des enjeux, et l'infiltration de groupes d'Al-Qaïda au Maghreb Islamiste, **AQMI**, renforcés par les armes exfiltrées de Lybie après la fin du régime Kadhafi, alliés encombrants du MNLA, la déclaration d'indépendance à laquelle cet Azawad vient de procéder ne peut qu'inquiéter fortement les Etats voisins, surtout l'Algérie et le Niger, qui craignent la contagion dans leurs territoires à population touareg

Car il se trouve que si l'Azawad, totalement enclavé, ne comporte guère de richesses, ce n'est pas le cas dans le pays Touareg Algérien qui comprend une grande partie du **gaz**, autour d'**In Salah** et du **pétrole**, avec un potentiel important, ni du pays Touareg Nigérien qui comprend le gisement d'**uranium** d'Arlit, principale richesse du pays.

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/abherve/2012/04/09/un-etat-pour-les-touaregs-bien-peu-probable/>

Doc 7

Au Mali, "le pétrole est pour le moment un mirage", LE MONDE .FR| 04.04.2012

Principal mouvement rebelle, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) souhaite que cette région Nord du Mali fasse sécession. S'agit-il d'un enjeu pétrolier ? Réponses avec Benjamin Augé, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et rédacteur en chef adjoint d'Africa Energy Intelligence.

Que sait-on des réserves ou des possibilités d'exploitation du pétrole au Mali ?

La région Nord est la plus prometteuse parce qu'elle fait partie du bassin de Taoudenni (partagé entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali). Le Taoudenni ne produit pas encore, mais un forage de Total dans la partie mauritanienne du bassin en 2009-2010 a suscité de grands espoirs. Au Mali, on n'en est pas là. Des travaux sismiques ont eu lieu, mais la phase des forages est constamment repoussée, pour des questions de coût et de priorité pour les sociétés présentes.

Que peut peser le pétrole face aux autres ressources naturelles du Mali, comme l'or ?

Le pétrole est pour le moment un mirage au Mali. On ne peut pas mesurer les réserves sans avoir mené une série de forages dans une zone qui s'étend sur des centaines de milliers de kilomètres carrés. (...) On est loin de l'étape du forage. Le pays souffre de son enclavement. Les sociétés sont moins enthousiastes que pour les gisements offshore du golfe de Guinée, où il est facile d'exporter le brut. Pour l'or, en revanche, le Mali est l'un des premiers producteurs du continent.

Quels sont les pays qui s'intéressent particulièrement au nord du Mali du point de vue pétrolier ?

L'Algérie est présente au Mali (ainsi qu'au Niger et en Mauritanie) depuis moins de dix ans, mais avec une position très dominante. Au nord, l'Algérie a pris des blocs par l'intermédiaire de Sipex, filiale internationale de sa société nationale, la Sonatrach, et s'est associée avec l'italienne ENI pour partager les coûts d'exploration. (...)

La région est-elle susceptible de devenir un eldorado pétrolier ?

On en est loin. L'exploration n'en est qu'à ses débuts, et la zone saharienne reste méconnue. La Mauritanie produit depuis 2006 de petites quantités de brut en mer (8 000 barils par jour en 2011). A la suite d'une sélection rigoureuse du gouvernement, ce sont des sociétés reconnues qui veulent y investir (Total, Tullow Oil, Dana Petroleum, GDF Suez, Wintershall, Repsol...) et faire croître le débit. Le Niger produit depuis 2011 de faibles quantités de brut (20 000 b/j) à l'est (bloc d'Agadem) grâce aux Chinois de CNPC. D'ici cinq à six ans, une partie du brut d'Agadem sera exportée par un oléoduc qui serait raccordé à celui existant entre le Tchad (Doba) et le Cameroun (Kribi) construit en 2003 par Exxon. Le Mali, lui, est à la traîne.

Zone d'action d'AQMI
Zone de peuplement Touareg

Doc 5